

Dans le Sri Lanka de l'après-guerre, les femmes sont chargées du déminage

13/10/2010 | [Mel Gunasekera](#).

Plus d'un millions de mines auraient été posées dans les régions du nord et de l'est de l'île, pendant les dernières années de la guerre civile. Pour les désamorcer, ce sont souvent les femmes qui sont préférées aux hommes.



Contrairement aux hommes, les femmes ne bâclent pas le travail de déminage ©AFP

Valmathi Jegadas ne ressemble pas aux experts en déminage, musclés et la tête froide, que l'on voit au cinéma. Cette femme de paysan du nord du Sri Lanka risque sa vie pour 200 dollars par mois et la peur la submerge chaque fois qu'elle entre dans un champ de mines.

Au Sri Lanka, [la guerre civile entre l'armée et la rébellion séparatiste tamoule](#) s'est achevée en mai 2009 après trois décennies d'un sanglant conflit qui ont laissé un lourd héritage: des milliers de champs de mines à éliminer. "**C'est le travail le mieux payé de mon village**", confie à l'AFP Valmathi Jegadas, 37 ans et mère de trois enfants, dont le mari et la mère ont été tués par des tirs d'artillerie en 2007.

L'un des métiers les plus dangereux au monde

Depuis qu'elle a rejoint la Fondation suisse de déminage (FSD) voici près d'un an, elle dit avoir désactivé plus de 700 mines dans le district de Mannar, dans le nord de l'île. Elle travaille le long des anciennes lignes de défense des Tigres tamouls, entrés en rébellion en 1972 pour réclamer un territoire indépendant.

De plus en plus, les organisations humanitaires forment des femmes. **"Depuis la fin de la guerre, ce sont les femmes qui portent le poids des responsabilités dans la plupart des maisons. Elles veulent de l'argent et elles ne bâclent pas le travail lorsqu'il faut déminer"**, estime Nigel Peacock, un conseiller technique pour la FSD à Mannar. **"Le déminage est probablement l'un des métiers les plus dangereux au monde mais ces femmes sont très impliquées. Elle font un meilleur travail que les hommes"**, juge-t-il.

Selon le ministère des services sociaux, il y a aurait quelque 90.000 veuves de guerre dans les régions du nord et de l'est du Sri Lanka, les plus touchées par la guerre civile. **"Environ 50% des femmes chef de foyer sont des parents isolés de moins de 30 ans devant aider leur propre famille mais aussi leur famille éloignée"**, témoigne Visaka Dharmadasa, responsable d'une association pour les femmes affectées par la guerre.

Un million d'engins explosifs

La plupart des emplois d'après-guerre se trouvant dans l'industrie du poisson, dans la construction ou dans le travail de la terre, les femmes ont peu d'options pour trouver une source de revenus réguliers. "Le déminage paie bien. Il est considéré comme un emploi socialement respectable, contrairement à l'élevage de volailles", souligne Imelda Sukumar, un fonctionnaire du gouvernement dans le district de Mullaittivu.

Cela n'empêche pas les femmes de remplir leur mission dans la crainte de perdre la vie: "Si je vous dis que je n'ai pas peur, je vous mentirais", avoue Pushparani Thavaratnam, 38 ans, une mine antipersonnel désamorcée à la main. Son salaire nourrit son mari, ses deux adolescents et sa mère.

L'armée sri lankaise estime que plus d'un million de mines et d'engins explosifs ont été posés dans tout le pays au cours des dernières années du conflit, menaçant aujourd'hui la vie des civils qui retournent progressivement dans leurs villages. L'armée dirige la plus grande partie des opérations de déminage, parallèlement au travail mené par les organisations internationales. Mais ces dernières commencent à souffrir de problèmes budgétaires, moins de 18 mois après la fin des hostilités qui ont fait entre 80.000 et 100.000 morts.

Selon les Nations unies, il faut seulement 3 dollars pour poser une mine alors qu'il en faut 1.000 pour la désamorcer. D'après un porte-parole de l'armée, le général Ubaya Medawela, plus de 2.000 km² de terrain doivent encore être déminés.

Tandis que l'armée connaît les endroits où elle a elle-même posé des mines, aucun élément ne permet en revanche de savoir où ont été placées celles des rebelles, ce qui rend les opérations "**plus difficiles et plus coûteuses**", souligne Ronny Bohoran, un ancien haut gradé qui travaille désormais pour la FSD.